

Sur les limites des politiques, démographiques et autres

Daniel Latouche

Volume 17, numéro 1, printemps 1988

Politiques de population

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600625ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600625ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (imprimé)

1705-1495 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Latouche, D. (1988). Sur les limites des politiques, démographiques et autres. *Cahiers québécois de démographie*, 17(1), 3–6. <https://doi.org/10.7202/600625ar>

Sur les limites des politiques, démographiques et autres

Daniel LATOUCHE*

Le colloque «Changements démographiques et impacts socio-politiques» nous aura appris au moins une chose : que les spécialistes de la science politique, et en particulier ceux qui se préoccupent de la mise en oeuvre et de l'analyse des politiques publiques, sont complètement dépourvus lorsque vient le temps de discuter de politiques démographiques.

Et s'ils ne le sont pas, ils devraient le devenir rapidement.

Après les politiques économiques, industrielles, de développement régional, sociales, de santé, d'égalité des chances, linguistiques, de voirie, de recherche scientifique, d'éducation, d'enfance inadaptée, de culture, d'affaires municipales, et de quelques autres, verrons-nous bientôt se déployer tout un arsenal de politiques démographiques ?

S'il faut en croire les premiers balbutiements en matière de politique familiale, de politique de garderies et de politique de la petite enfance, on pourrait croire que oui. Pour ce qui est des politiciens des deux sexes, ce n'est certes pas l'envie qui manque.

Par contre, si on considère les hésitations électorales et les piétinements administratifs qui caractérisent tout ce qui a nom jeunesse, femme, famille et avortement, on pourrait penser que ce n'est pas demain que les élus vont se lancer dans la démographie.

Il y a en effet quelque chose d'inquiétant à voir l'empressement avec lequel on sollicite actuellement le

* Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation), Montréal.

politique pour qu'il se mêle de démographie. À ce sujet, l'irritation des démographes devant la multiplication des idées reçues, irritation fort visible lors du colloque conjoint de mai 1987, a quelque chose de rassurant. Ce qui l'est moins, par contre, c'est d'entendre ces mêmes démographes débattre des mérites respectifs des politiques natalistes ou des politiques de la famille. Après avoir été si longtemps ignoré par les politiciens, surtout au Québec, voici qu'on débat maintenant de la pertinence d'une série de mesures plutôt qu'une autre. Comme si nous en étions rendus à faire des choix aussi concrets.

De toute évidence, la démographie et les problèmes de population sont dans l'air du temps. Que des politologues aient cru bon, en 1987, de s'associer à des démographes et acceptent de bon gré de s'en tenir à un examen des implications, sur le politique, de phénomènes qui par définition se déroulent dans la sphère la plus éloignée de la leur, celle du privé, est aussi fort révélateur.

L'humilité serait pourtant de mise pour tout ce qui concerne l'appropriation par le politique de tout ce qui demeure du domaine privé. Ce dernier semble capable de résister à bien des attaques et à bien des tentatives de le remodeler pour le plus grand bien de la collectivité.

Après vingt ans de politiques linguistiques canadiennes et québécoises, nous devrions être plus sceptiques devant les moyens d'action du politique dès qu'il s'agit de choix individuels dont l'aggrégation donne souvent des effets incongrus, sinon carrément pervers.

À lire les communications de Jean Laponce («Conseil au Prince...») et de Charles Castonguay («Virage démographique...»), on ne peut qu'être frappé par le peu d'attention que les politiciens portent aux faits et à cette réalité qu'ils prétendent si allègrement pouvoir modifier.

Faites l'exercice de lire ces deux communications sans préavis, en vous imaginant qu'ils décrivent une situation imaginaire sur un continent inconnu. Alors le verdict est sans appel : le français perd du terrain et est menacé partout au Canada.

Le diagnostic est d'autant plus percutant qu'il s'applique également aux deux types de politiques linguistiques pratiquées au Canada. L'approche individuelle si bien définie par Pierre Trudeau, et continuée par ses successeurs, ne semble pas pouvoir empêcher des taux d'assimilation qui dans tout autre pays seraient jugés sans appel et que l'on ne prendrait probablement même plus la peine de calculer.

L'approche territoriale pratiquée au Québec avec les lois 22 et 101 n'a pas empêché des gains de l'anglais aux dépens du groupe francophone. Certes, on pourra dire que ces gains n'ont plus la même importance et qu'avec le rétrécissement du groupe anglophone, des gains importants de sa part sont sans conséquence graves sur l'équilibre démographique général.

Pourtant, le message qui traverse toute l'étude de Charles Castonguay, c'est que même une politique linguistique vigoureuse et contraignante est loin d'avoir les résultats escomptés. Faisons de nouveau l'exercice du pays imaginaire. Peut-on imaginer un instant une situation où un groupe majoritaire, qui réussit à imposer sa langue comme seule langue officielle sur un territoire donné et qui réussit aussi à toutes fins pratiques à éliminer jusqu'aux affiches commerciales dans l'autre langue, continue de connaître des pertes au profit de l'autre groupe ?

Ces faits sont connus et les gouvernements financent de multiples études, sans compter des recensements fort coûteux, qui nous permettent d'évaluer, comme il est rarement possible de le faire, l'efficacité d'une politique. Et pourtant, ces faits n'ont guère de chances d'émouvoir le Prince.

Le politique ne pourra quand même pas dire qu'on ne l'aura pas prévenu. La conclusion de Hubert Gérard («Possibilités et limites...») ne laisse guère de place à l'interprétation non plus : «Il faut bien reconnaître que dans l'état actuel de nos connaissances, une politique nataliste est hors de notre portée, sauf à titre purement expérimental».

Les politologues présents au colloque lorsque ces propos ont été avancés n'ont guère réagi. Peut-être le savent-ils d'instinct, ou peut-être ont-ils déjà acquis la conviction qu'un tel manque de connaissances n'a jamais empêché le politique de s'avancer.

Faut-il se surprendre alors si bon nombre de femmes refusent de jouer à l'expérimentation et ne peuvent s'empêcher de questionner certaines des prémisses, notamment celle de l'urgence et de la responsabilité de la femme, qui sous-tendent le discours nataliste. Le colloque aura d'ailleurs permis certains échanges qu'en d'autres lieux on aurait pu qualifier de «virils» sur le sujet...

Danielle Gauvreau («Entre l'attentisme et l'alarmisme...») a bien raison de souligner qu'il est fort peu probable que le caractère spectaculaire de certaines prédictions ait un quelconque impact sur l'urgence et sur la qualité des réactions que l'on voudrait voir susciter.

Si on inverse la question habituelle, et qu'on s'interroge sur les raisons pour lesquelles les gens continuent d'avoir des enfants, on ne peut qu'être frappé par le manque de prise à l'action politique que fournissent ces motivations. On fait des enfants parce que cela répond maintenant à des besoins affectifs individuels et de couple. Peut-on imaginer une motivation plus en dehors du circuit du politique que celle de l'affectivité ?

De plus, peut-on imaginer un instant le contour d'une politique démographique qui prétendrait agir au niveau de cette motivation ? À un prochain colloque, démographes et politologues devraient peut-être inviter psychologues et sexologues afin d'élargir le cadre de référence. Les résultats pourraient en surprendre plus d'un.

Il y a quelque chose de déprimant à savoir que toutes ces mises en garde ne sont déjà plus d'actualité. L'autorité politique québécoise a en effet décidé d'intervenir vigoureusement en faisant du troisième enfant le noeud gordien de l'impasse démographique.

L'avantage avec la démographie, c'est qu'on peut évaluer à la deuxième décimale les retombées et l'efficacité de mesures natalistes. Ce n'est pas toujours le cas dans les domaines du développement économique régional ou du dynamisme culturel, où les mesures valides ou fiables sont inexistantes. Un enfant, c'est un enfant !

Mais cette fois le législateur québécois s'est mouillé en annonçant qu'il fallait plus d'enfants. L'objectif est clair et univoque. Dans cinq ans, nous pourrons en commenter les résultats. Même dans le domaine linguistique, l'intention du législateur n'a jamais atteint un tel degré de transparence. Veut-on accroître l'usage du français au Québec ou le nombre de francophones ? La question n'a jamais été tranchée. C'est ce qui explique peut-être qu'il soit difficile de lire correctement les résultats des politiques linguistiques.

Sauf pour ce qui est de cette reconnaissance que le nombre, le nombre et encore le nombre sont présumément les trois principaux facteurs de la grandeur des nations, la science politique n'a jamais guère porté attention à la démographie. On peut supposer que les choses vont changer. Du côté des démographes aussi, eux qui pensent encore que la promotion d'une question au rang de «question politique de l'heure» est le premier pas vers la résolution d'un problème.